

Datum: 05.12.2023

Autor: -

Refuser le concordat reviendrait à relancer la Question jurassienne, préviennent des élus bernois



En marge de la session d'hiver du Grand Conseil, une dizaine de députés francophones et alémaniques ont lancé mardi un appel à soutenir le concordat régissant le transfert de Moutier. Du côté des Alémaniques, on insiste sur le respect d'un processus mené démocratiquement.

En marge de la session du Grand Conseil, une dizaine d'élus francophones et germanophones représentant un large spectre de partis ont tenu mardi à exprimer leur soutien au concordat régissant le transfert de Moutier. Une sorte de réponse aux représentants des milieux antiséparatistes ainsi que des sections PLR et UDC du Jura bernois, qui avaient déclaré dans la foulée de la signature du concordat par les cantons de Berne et du Jura qu'ils refusaient de soutenir le texte.

Les risques d'un refus

"Nous souhaitons une atmosphère positive et constructive avec notre voisin jurassien. Après toutes ces décennies de combat, notre région a besoin de se développer et de placer ses efforts dans d'autres domaines que dans des sillons identitaires. Nous soutenons un apaisement institutionnel dans l'Arc jurassien et ce concordat permet d'aller dans ce sens. Nous voulons appeler le Grand Conseil, le peuple bernois et les Chambres fédérales à soutenir ce projet pacificateur", a expliqué le député-maire socialiste de Tramelan, Hervé Gullotti, précisant que chaque intervenant s'exprimait à titre personnel.

Tom Gerber (PEV, Reconvilier) a de son côté insisté sur les dangers d'un refus. "Cela ouvrirait une nouvelle période d'incertitude. Cela remettrait en cause le projet Avenir Berne Romande pour lequel nous sommes battus comme des lions et avons obtenu des majorités. Je peux comprendre la douleur de certains quant au départ de Moutier. Mais ce dernier ne peut être remis en cause de cette manière. Refuser le concordat, c'est refuser de clore la Question jurassienne", a-t-il martelé.

"Des compromis ont été trouvés, qui doivent permettre la normalisation des relations entre Berne et le Jura. Tout n'est pas tout blanc ou tout noir. Mais comme politiciens, on doit donner l'exemple et montrer aux collègues alémaniques qu'on veut et qu'il faut aller de l'avant. Il y va de notre crédibilité", a ajouté Moussia de Watteville (Les Verts, Tramelan).

"Le départ de Moutier est le résultat de deux votes démocratiques. On doit accepter la décision de la majorité."

Mais c'est surtout vers les députés alémaniques présents que les regards se sont tournés, soit le Seelandais Bruno Martin (UDF), le vert'libéral de la région de Thoun Hannes Zaugg-Graff, le Biennois Christoph Grupp (Les Verts) ou encore l'UDC seelandais Hans Schori (retenu au dernier moment mais qui a accepté de nous livrer ses arguments par la suite). Dans leur discours, la volonté de respecter un processus démocratique est ressortie clairement.

"C'est assez étrange de constater que ceux qui s'opposent aujourd'hui à ce concordat et ne respectent donc pas un vote démocratique sont les mêmes qui nous répètent sans cesse qu'il faut respecter la démocratie. C'est une position difficilement compréhensible", a relevé Hannes Zaugg-Graff, qui a estimé qu'il faudrait faire un travail important dans les régions conservatrices où l'UDC est très forte (comme dans l'Oberland) pour arriver à convaincre.

Respect démocratique

[Link öffnen](#)

Justement membre de l'UDC, Hans Schori a tenu à exprimer sa tristesse de voir Moutier partir. "Cela me touche au cœur. Mais c'est le résultat de deux votes démocratiques. On doit accepter la décision de la majorité", a-t-il plaidé, tout en disant comprendre malgré tout la difficulté de certains de ses collègues du Jura bernois à accepter la situation. "Plus de 40% des votants ont perdu à Moutier. J'imagine que c'est aussi important pour eux de montrer qu'ils ne les oublient pas", analyse-t-il. "Il y a certes des points qui méritent d'être discutés. Comme la scolarisation des enfants, ou le prix auquel on cède des bâtiments ou des terrains. Mais sur le fond, il est important que la région puisse retrouver la paix", a estimé Christine Bühler (Le Centre).

On donnera le mot de la fin au Biennois Karim Saïd (PS). "Au vu de tout ce qui a déjà été entrepris pour la région dans la perspective du départ de Moutier, ce serait tout simplement suicidaire de refuser ce concordat."

On rappellera que les parlements bernois et jurassien se prononceront sur le document en mars, avant un vote populaire prévu dans les deux cantons à l'automne 2024.